

# VIANDÉ BOVINE

## NOS PROPOSITIONS POUR LES PAYSANNES ET LES PAYSANS



*Confédération paysanne*

Syndicats pour une agriculture paysanne  
et la défense de ses travailleurs



La Confédération paysanne est, depuis 1987, un acteur majeur du syndicalisme agricole français qui porte des valeurs de répartition et de solidarité. Le projet pour une agriculture paysanne, qu'elle défend avec constance depuis sa création, est cohérent et global.

### CONTACTER LA CONF'

✉ : [contact@confederationpaysanne.fr](mailto:contact@confederationpaysanne.fr)  
🌐 : [www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr)  
☎ : 01 43 62 04 04



*Confédération paysanne*

Syndicats pour une agriculture paysanne  
et la défense de ses travailleurs

# STOP À LA VOLATILITÉ ET À LA DÉRÉGULATION !

La situation de l'élevage allaitant est de plus en plus inquiétante. La dérégulation de l'aide aux bovins allaitants (ex-PMTVA) a incité à l'agrandissement des cheptels et a mis le marché des vaches dans un état de surproduction permanent. Par ailleurs, les revenus des éleveurs sont toujours plus dépendants de l'exportation des broutards, et donc des événements sanitaires et du bon-vouloir des pays clients. De plus, la Commission européenne prépare l'inondation de notre marché par de la viande bovine brésilienne et canadienne à bas prix et les préoccupations de la société vis-à-vis de l'élevage industriel explosent. Le changement radical de la filière bovine est une urgence absolue !

## NOS PROPOSITIONS POUR LE REVENU DES ÉLEVEURS ALLAITANTS

- L'arrêt des négociations pour tous les accords de libre-échange
- Une refonte de l'aide aux bovins allaitants :
  - Eligibilité de l'ensemble du troupeau (UGB) à l'aide, afin d'inciter à l'engraissement ;
  - Plafonnement de l'aide par actif, afin de réguler le troupeau de vaches et de favoriser l'emploi dans les petites et moyennes fermes.
- Une loi interdisant l'achat des produits agricoles en-dessous de leur prix de revient et imposant la contractualisation aux industriels et aux grandes surfaces.
- Un accompagnement technique et des schémas génétiques orientés vers l'autonomie fourragère et protéique, l'utilisation de l'herbe et la relocalisation de l'engraissement.

## NOS PROPOSITIONS POUR COMPENSER LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION

La baisse de la consommation en volume doit être contrée par une montée en gamme de la production et une réelle réponse aux attentes des citoyens et citoyennes. La Confédération paysanne demande :

- **Un socle de qualité** pour donner un véritable sens à l'origine France (zéro OGM en alimentation animale, maturation, pâturage...).
- **Une modification de la grille de paiement des animaux**, qui ne doit plus inciter à l'alourdissement des carcasses mais répondre aux attentes des consommateurs.
- **Une incitation financière à l'utilisation de prophylaxies alternatives** aux antibiotiques et aux antiparasitaires chimiques.
- **Le développement des abattoirs de proximité**, maillons essentiels à l'essor de circuits courts rémunérateurs.

## NON À L'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE ET À LA DÉMATÉRIALISATION OBLIGATOIRES !

La Confédération paysanne s'oppose à ces projets au **coût exorbitant (80 millions d'euros !)** soutenus par la FNSEA, la Coordination rurale, les coopératives et les industriels.

La **dématérialisation des cartons roses (passeports) et des cartes vertes (ASDA) créerait de nouvelles contraintes pour les éleveurs et les éleveuses** : connexion à des bases de données à chaque transaction, investissement dans un lecteur de boucles, nouvelles exigences des contrôles conditionnalité, risques de piratage informatique du système de traçabilité...

S'il peut être utile aux gros élevages très équipés, **le puçage électronique ne doit pas s'imposer aux paysan-ne-s qui n'en ont pas besoin**. En temps de crise structurelle de l'élevage, ce projet est inutile et coûteux, sans même proposer d'avancée pour les paysans ou les consommateurs.